



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de
conseillers en
exercice : 33

Séance du lundi 09 décembre 2019

Extrait de la délibération affiché le **17 décembre 2019**.

L'an deux mille dix-neuf, **le neuf décembre à dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 02 décembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Corinne **LEVILLAIN**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA**, Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (présent à partir de la délibération n°182), Gérard **DELAHAYS**, Stéphanie **ONFROY**, Juliette **LOZACH**, Jérôme **DUBOST**, Martine **LESAUVAGE** (présente à partir de la délibération n°182), Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI** (présente à partir de la délibération n°182), Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole **LANGLOIS**
Karine **LOUISET** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Laurent **GILLE**
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Dominique **THINNES**
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Patricia **DUVAL**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Jean-Luc **GONFROY**

Excusés

Emmanuel **DELINEAU**
Frédéric **LE CAM**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du Lundi 09 décembre 2019

2019.12/204

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE – DEROGATIONS MUNICIPALES AU PRINCIPE DE REPOS DOMINICAL DES SALARIES – ANNEE 2020 - AVIS

M. Daniel FIDELIN, Maire, présente le principe des dérogations municipales au repos dominical qui a été établi pour permettre aux branches commerciales concernées d'exercer leur activité exceptionnellement les dimanches de forte activité commerciale. Le code du travail donne ainsi compétence au Maire pour accorder, par arrêté municipal avant le 31 décembre, pour l'année suivante, aux établissements de commerce de détail, où le repos a lieu normalement le dimanche, jusqu'à 12 dérogations par année civile au repos dominical contre 9 en 2015 et 5 auparavant. Cette augmentation résulte de la loi du 6 août 2015, dite loi Macron.

Conformément aux articles L.3132-26 et R.3132-21 du code du travail, l'arrêté municipal accordant une telle dérogation au repos dominical doit être pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées et du conseil municipal. Au-delà de 5 dimanches concernés, la décision du Maire est prise après avis conforme de l'organe délibérant de l'EPCI dont la commune est membre.

Les demandes formulées, au titre de l'année 2020, sont les suivantes :

- L'enseigne « Décathlon » souhaite obtenir cette autorisation pour 6 dimanches soit les dimanches 12 janvier, 28 juin, 29 novembre et 6, 13, 20 décembre 2020 ;
- L'enseigne « Maisons du Monde » souhaite obtenir cette autorisation pour 11 dimanches soit les dimanches 12 janvier, 28 juin, 1^{er}, 8, 15, 22, 29 novembre et 6, 13, 20, 27 décembre 2020 ;
- L'enseigne « Norauto » a demandé quant à elle une autorisation de dérogation pour 4 dimanches, soit les dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 ;
- L'enseigne de surgelés « Picard » souhaite également obtenir cette autorisation pour 4 dimanches soit les dimanches 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 ;
- L'enseigne de « Darty » souhaite obtenir cette autorisation pour 12 dimanches soit les dimanches 5 et 12 janvier, 7 et 28 juin, 6 et 13 septembre, 22 et 29 novembre, 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 ;
- L'enseigne de « Boulanger » souhaite obtenir cette autorisation pour 6 dimanches soit les dimanches 22 et 29 novembre, 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 ;
- Le Conseil National des Professions de l'Automobile (CNPA) souhaite obtenir une dérogation pour 4 dimanches, soit les dimanches 19 janvier, 15 mars, 14 juin et 11 octobre 2020.

Les organisations syndicales d'employeurs et de salariés intéressées ont été consultées par courrier en date du 30 octobre 2019. La FEH (Fédération des Enseignes de l'Habillement) a donné un avis favorable. Le syndicat FO a donné un avis défavorable. Les syndicats CFE-CGC, CFTD, CGT, CFTC, FDCF (Fédération Nationale des détaillants en Chaussures de France) n'ont pas répondu.

Le conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole du 10 octobre 2019 a émis un avis favorable suite au courrier de saisine envoyé par M. le Maire le 6 septembre 2019. Il a été accepté les propositions suivantes d'ouverture pour 7 (sept) dimanches en 2020 :

- 12 janvier 2020 (premier dimanche des soldes d'hiver)
- 28 juin 2020 (premier dimanche des soldes d'été)
- 29 novembre 2020 (Dimanche du week-end du Black Friday)
- 6, 13, 20 et 27 décembre 2020 (fêtes de fin d'année)

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le Code du travail, notamment ses articles L.3132-25, L.3132-26 à L.3132-27-1 et R.3132-21

VU la Loi n° 2015-990 du 6 août 2015, et notamment son article 250

VU la consultation des organisations d'employeurs et d'employés intéressées en date du 30 octobre 2019

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole du 10 octobre 2019 rendant un avis favorable aux dates retenues pour déroger au repos dominical dans les commerces de détail de la ville de Montivilliers

CONSIDERANT

- Que le Maire peut accorder des dérogations au principe du repos hebdomadaire dominical dans la limite de 12 dimanches par an, par branche commerciale ;
- Que le conseil communautaire de la Communauté Urbaine Le Havre Seine Métropole a rendu un avis favorable aux dates présentées le 10 octobre 2019 ;
- La consultation le 30 octobre 2019 des organisations d'employeurs et d'employés intéressées ;

Sa commission municipale n°3, Urbanisme, Habitat, Développement Economique réunie le 28 novembre 2019 consultée ;

VU le rapport de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

- **D'émettre un avis favorable sur les dérogations au principe du repos hebdomadaire dominical des salariés pour l'ensemble des commerces de détail de la Ville aux dates suivantes : 12 janvier, 28 juin, 29 novembre et 6, 13, 20 et 27 décembre 2020**

ADOPTÉE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES.

Pour : 24

Contre : 7 (Aurélien LECACHEUR, Nada AFIOUNI, Martine LESAUVAGE, Fabienne MALANDAIN, Jérôme DUBOST, Gilles BELLIERE, Damien GUILLARD)

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.